

BANGLADESH. RÉPRESSION DES VOIX DISSIDENTES

COMMUNICATION D'AMNESTY INTERNATIONAL POUR LA 44^E SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EPU, NOVEMBRE 2023 (ANNEXES EN ANGLAIS)

RÉSUMÉ

La présente communication a été rédigée en vue de l'Examen périodique universel (EPU) du Bangladesh, qui se tiendra en novembre 2023. Amnesty International y évalue l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations adressées au Bangladesh lors de l'EPU précédent, notamment celles concernant la liberté d'opinion et d'expression, la liberté de réunion, l'interdiction de la torture ou d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants, les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées, les droits des minorités et des peuples autochtones et les droits économiques.

Le présent document évalue également le cadre national en matière des droits humains et fait référence spécifique à des évolutions d'ordre législatif, y compris la Loi sur la sécurité numérique de 2018, la modification de la Loi sur la répression de la violence à l'égard des femmes et des enfants de 2020 et la modification de 2022 de la Loi relative aux preuves ; ainsi qu'au manque d'indépendance de la Commission nationale des droits humains (CNDH).

En ce qui concerne la situation des droits humains sur le terrain, le recours à une force excessive par la police pour limiter les manifestations, la répression toujours croissante menée par le gouvernement à l'encontre des dissident·e·s, le rétrécissement de l'espace civique, le maintien de la peine de mort, l'impunité qui continue d'entourer les disparitions forcées et exécutions extrajudiciaires, la marginalisation de minorités religieuses et ethniques et des populations autochtones, et les effets dévastateurs du changement climatique entravent considérablement l'exercice des droits et des libertés.

La communication d'Amnesty International se conclut par un ensemble de recommandations adressées au Bangladesh qui se fondent sur ces constats.

LE PRÉCÉDENT EXAMEN ET SES SUITES

1. Le Bangladesh n'a pas accompli beaucoup de progrès pour remplir ses obligations au regard du droit international relatif aux droits humains depuis son dernier examen tenu en mai 2018.
2. Lors de cet examen, le gouvernement avait accepté des recommandations lui enjoignant de protéger la liberté d'expression, y compris en modifiant l'article 57 de la Loi sur les technologies de l'information et de la communication ainsi que les dispositions pertinentes du projet de loi sur la sécurité numérique¹. La Loi sur la sécurité numérique récemment entrée en vigueur a abrogé l'ancienne loi, mais certaines des nouvelles dispositions reproduisent les restrictions que cette dernière imposait à la liberté d'expression.
3. Le gouvernement a accepté des recommandations visant à redoubler d'efforts pour prévenir les disparitions forcées², poursuivre rapidement les auteurs présumés, enquêter de manière approfondie sur toutes les allégations d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions forcées et traduire en justice les responsables présumés³.
4. Le gouvernement s'est malheureusement contenté de prendre note d'une recommandation lui enjoignant de répondre favorablement aux demandes de visite en suspens des procédures spéciales de l'ONU, y compris celle du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires⁴. Des exécutions extrajudiciaires et des disparitions forcées ont continué de se produire ces cinq dernières années à une fréquence alarmante ; on en a recensé tout au long de la campagne de lutte contre la drogue du Bataillon d'action rapide lancée en mai 2018, mois au cours duquel s'est tenu le dernier EPU du Bangladesh.
5. Le gouvernement a accepté des recommandations sur le fait de garantir le droit à la liberté de réunion pacifique⁵. Cependant, la police a continué de réprimer des manifestations pacifiques portant sur diverses problématiques citoyennes, y compris celles menées par des étudiant-e-s à l'université, des élèves, des travailleuses et travailleurs et des militant-e-s politiques, et ce en ayant recours au gaz lacrymogène, aux balles en caoutchouc, matraques, grenades assourdissantes et canons à eau, et dans certains cas à la force meurtrière⁶.

LE CADRE NATIONAL DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS

6. Le Bangladesh a ratifié tous les traités principaux de l'ONU liés aux droits humains excepté la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, malgré les inquiétudes et recommandations formulées à plusieurs reprises par le Groupe de travail des Nations unies sur les disparitions forcées ou involontaires. Il n'a pas non plus ratifié la Convention relative au statut des réfugiés. Le Bangladesh s'est malheureusement contenté de prendre note des recommandations l'appelant à ratifier ces deux traités lors de son précédent examen⁷.
7. Le Bangladesh a adopté plusieurs lois controversées, notamment la Loi sur la sécurité numérique⁸, une loi draconienne qui a été instrumentalisée par le parti au pouvoir et ses alliés pour étouffer la dissidence et entraver la liberté d'expression en ligne⁹.
8. La peine de mort est toujours en vigueur et appliquée au Bangladesh. La Loi de 2018 sur le contrôle des stupéfiants adoptée récemment¹⁰ impose la peine capitale ou la réclusion à perpétuité pour plusieurs infractions à la législation sur les stupéfiants commises sans recours à la violence. Suite aux manifestations organisées en 2020 dans tout le pays contre l'impunité juridique pour les faits de violence sexuelle, le gouvernement a modifié la Loi sur la répression de la violence à l'égard des femmes et des enfants de 2000 afin de rétablir la peine de mort pour les viols commis par un seul agresseur ; la réclusion à perpétuité restant la peine minimale obligatoire pour toutes les formes de viol¹¹.
9. La réforme longuement attendue n'a pas corrigé l'absence de protections essentielles dans la législation relative au viol sur laquelle les manifestant-e-s et militant-e-s locaux attiraient l'attention, par exemple dans les 10 revendications de la Coalition pour la réforme de la législation sur le viol qui évoquent notamment le caractère

discriminatoire, sur le plan du genre, de la définition juridique de viol ; la question de la proportionnalité de la sanction ; et l'absence d'un système de protection des témoins et d'un fonds d'indemnisation pour les victimes¹².

10. Le Bangladesh n'a pas rempli ses obligations de présenter des rapports à quatre organes conventionnels de l'ONU dans leurs derniers cycles d'établissement de rapports en date¹³.
11. Le manque d'accès à des données officielles fiables combiné au manque de transparence entravent considérablement le suivi de la situation des droits humains au Bangladesh, malgré l'existence d'une Commission nationale des droits humains (CNDH) censée faire office de principal organe officiel de « protection, de promotion et de garantie des droits humains » dans le pays¹⁴. La CNDH a été critiquée par des experts des droits humains pour son manque d'indépendance à l'égard du parti au pouvoir¹⁵. Le président actuel de la CNDH et sa prédécesseure sont des bureaucrates à la retraite. La dernière publication du rapport de la CNDH, intitulé *Statistiques des violations des droits humains*, remonte à 2018¹⁶.
12. Le manque d'indépendance de la CNDH et les pouvoirs limités dont elle dispose pour enquêter ont de graves conséquences pour le suivi indépendant de la situation des droits humains dans le pays¹⁷. En mars 2021, la CNDH a présenté au Ministère de la Justice une proposition d'extension de ses pouvoirs visant à l'habiliter à enquêter de façon indépendante sur les plaintes déposées contre la police, puisque c'est majoritairement ce type de plaintes qu'elle reçoit depuis sa création et puisque le ministère de l'Intérieur ne fournit que rarement des rapports lorsque la CNDH l'y enjoint¹⁸. En mars 2023, la proposition était toujours à l'étude.
13. Pendant la première moitié du mois de décembre 2022, la police a procédé à des arrestations massives dans tout le pays. Parmi les 23 968 personnes appréhendées se trouvaient au moins plusieurs centaines de dirigeant-e-s et militant-e-s du parti d'opposition¹⁹.

LA SITUATION DES DROITS HUMAINS SUR LE TERRAIN

Liberté de réunion pacifique

14. Depuis le dernier examen, la police n'a cessé d'avoir recours à un usage injustifié et disproportionné de la force pour étouffer des soulèvements populaires et manifestations de revendications variées.
15. La police, ainsi que des personnes appartenant à la branche étudiante de la Ligue Awami – le parti au pouvoir –, ont violemment réprimé des manifestations organisées par des étudiant-e-s partout dans le pays pour s'opposer en avril 2018 à la réforme des quotas et en août 2018 à l'insécurité routière²⁰. En mars 2021, la police a employé la force meurtrière lors de manifestations contre la visite du Premier ministre indien Narendra Modi, entraînant la mort d'au moins 14 personnes parmi les manifestant-e-s et blessant des centaines d'autres²¹. Rien qu'en 2022, la police a utilisé des matraques, des grenades assourdissantes et des balles en caoutchouc à Sylhet²², tiré à balles réelles et lancé des grenades lacrymogènes pour disperser des ouvrières et ouvriers de l'industrie textile qui manifestaient à Dacca²³, fait usage de gaz lacrymogène et de canons à eau contre des manifestant-e-s d'organisations de gauche²⁴ et ouvert le feu sur des manifestations menées par des dirigeant-e-s du parti d'opposition²⁵.
16. En septembre 2022, des membres de la police ont tué par balles un jeune militant et ont blessé des dizaines de personnes en ouvrant le feu sur les manifestant-e-s lors d'une mobilisation contre le pouvoir. En décembre 2022, un homme est mort des suites d'une blessure par balle et au moins 60 autres personnes ont été blessées après que la police a ouvert le feu sur des milliers de manifestant-e-s à l'extérieur du siège du Parti nationaliste du Bangladesh (BNP), le plus grand parti d'opposition à Dacca²⁶.
17. Entre janvier 2019 et décembre 2022, le gouvernement aurait interdit 99 manifestations en invoquant l'article 144 du Code de procédure pénale²⁷.

Peine de mort

18. Entre janvier 2018 et décembre 2022, Amnesty International a recensé au moins 13 exécutions et 912 condamnations à mort. À la connaissance de l'organisation, en décembre 2021, au moins 2 000 personnes

étaient sous le coup d'une condamnation à mort²⁸. La peine de mort continue à être appliquée en violation du droit international et des normes afférentes. La plupart des personnes concernées ont été condamnées à mort pour meurtre, mais on constate nettement que la peine capitale tend à être également appliquée pour sanctionner des infractions non meurtrières comme le viol et la possession de stupéfiants. Le Tribunal pour les crimes de droit international, un organe qui fait controverse, continue en outre de prononcer la peine de mort, parfois par contumace, malgré les préoccupations concernant le respect des procédures légales.

Liberté d'expression

19. Les articles 25 (publication d'informations fausses ou offensantes), 29 (publication d'informations diffamatoires) et 31 (infraction et sanction pour détérioration de la loi et de l'ordre public) de la Loi sur la sécurité numérique ont été instrumentalisés pour cibler et harceler des voix dissidentes, y compris celles de journalistes, de militant·e·s et de défenseur·e·s des droits humains ²⁹.
20. L'écrivain Mushtaq Ahmed est décédé en prison en février 2021 après avoir passé 10 mois en détention sans être jugé. Il était incarcéré au titre de la Loi sur la sécurité numérique pour avoir critiqué la réponse du gouvernement à la pandémie de COVID-19³⁰. Sa demande de libération sous caution avait été rejetée à six reprises au moins.
21. Le projet de loi sur la protection des données vise à instaurer de nouvelles restrictions de la liberté d'expression et menace le droit au respect de la vie privée de la population³¹. Grâce à des exemptions rédigées en termes vagues, ce texte habilite les autorités à accéder aux données personnelles de particuliers et d'institutions en dehors de tout contrôle judiciaire.

Exécutions extrajudiciaires et disparitions forcées

22. En mai 2018, le Bataillon d'action rapide a lancé une campagne meurtrière contre la drogue suite à l'annonce par le gouvernement de sa politique « tolérance zéro » à l'égard de la drogue. À la fin de l'année 2018, les autorités bangladaises auraient, selon les informations reçues, tué au moins 466 personnes sous couvert de cette campagne anti-drogue qui s'apparenterait ainsi à une vague d'exécutions extrajudiciaires³².
23. Amnesty International a enquêté sur sept cas d'exécutions extrajudiciaires de personnes soupçonnées d'avoir commis une infraction liée aux stupéfiants et s'est entretenue avec leurs familles et des témoins. Une pratique établie de disparition forcée suivie d'exécution extrajudiciaire se dégage de l'analyse de ces cas³³. Parmi eux se trouve Suleman³⁴, 35 ans, qui vivait dans une hutte au toit de chaume avec sa fille de huit ans et qui a été enlevé et torturé en détention pour rançon, puis assassiné lors d'un « échange de tirs »³⁵. Au moins cinq témoins ont révélé à Amnesty International qu'ils n'avaient pas vu ce qui s'était passé, mais que la police leur avait demandé de fournir des déclarations inventées étayant sa version, selon laquelle les homicides s'étaient déroulés dans le cadre d'« affrontements armés » ou de « tirs croisés »³⁶.
24. Selon des estimations d'Odhikar, en 2022, au moins 31 personnes ont été tuées dans le cadre d'exécutions extrajudiciaires et 21 ont été victimes de disparitions forcées³⁷. Si ces chiffres représentent une baisse non négligeable par rapport à 2021, ces graves violations des droits humains s'établissaient toujours en nombres préoccupants, malgré des sanctions imposées à la police bangladaise par les États-Unis en décembre 2021.
25. Le caricaturiste Ahmed Kabir Kishore a indiqué à Amnesty International avoir été soumis à une disparition forcée alors qu'il se trouvait à son domicile, à Dacca, trois jours au moins avant la date officielle de son arrestation³⁸.

Torture et autres mauvais traitements

26. Ahmed Kabir Kishore a également affirmé à Amnesty International que Mushtaq Ahmed et lui-même avaient tous deux été torturés alors qu'ils étaient détenus³⁹ par un ou plusieurs services de sécurité de l'État. Le 10 mars 2021, Ahmed Kabir Kishore a saisi le tribunal d'instance métropolitain de Dacca, la capitale, en vertu de la Loi de 2013 relative à la prévention de la torture et des décès en détention, afin d'obtenir des réparations.

27. En août 2022, *Netra News* a révélé des informations détaillées, accompagnées d'images satellites, sur un centre secret géré par la Direction générale des forces de renseignement (DGFI) – le principal organe officiel chargé des renseignements militaires – en plein cœur de Dacca, dans lequel étaient détenues des victimes de disparition forcée⁴⁰. Des personnes qui avaient été enfermées dans ce centre ont décrit des conditions carcérales cruelles, inhumaines et dégradantes⁴¹. Peu après, le vice-président de l'unité du district de Rangpur de la Ligue Awami a déposé plainte contre *Netra News* au titre de la Loi sur la sécurité numérique pour avoir « diffusé de la propagande », et contre une personne ayant survécu au système de prison secrète qui avait communiqué son témoignage à l'organe de presse⁴².

Discrimination

28. Les droits des minorités continuent d'être menacés sur le terrain pour des raisons religieuses, ethniques et liées à la caste.
29. Le très attendu projet de loi contre la discrimination, présenté au Parlement en avril 2022, est toujours en suspens. Si elle était approuvée, cette loi interdirait la discrimination fondée sur certains critères, y compris ceux du genre, de la religion, de l'ethnie, du lieu de naissance, de la caste et du métier ; elle prévoit aussi l'instauration d'un mécanisme de dépôt de plainte permettant aux victimes de discrimination de demander réparation⁴³.
30. Depuis 2019, les minorités hindoues ont été la cible d'au moins cinq agressions planifiées de grande ampleur se résumant généralement à des pillages ciblés suivis de destructions violentes, « officiellement » en réponse à une publication sur les réseaux sociaux, qui se révélait souvent être fausse. On relève parmi celles-ci les attaques collectives dans le district de Bhola en octobre 2019⁴⁴, dans le district de Comilla en novembre 2020⁴⁵, dans le district de Sunamganj en mars 2021⁴⁶, dans le district de Rangpur et d'autres pendant la fête de la Durga Puja en octobre 2021⁴⁷, et dans le district de Narail en juillet 2022⁴⁸.
31. En février 2023, Poritosh Sarkar, un jeune hindou inculpé au titre de la Loi sur la sécurité numérique, a été condamné à cinq ans d'emprisonnement en lien avec une publication Facebook mise en ligne depuis son compte et utilisée par les agresseurs présumés comme prétexte aux agressions anti-Hindous d'octobre 2021⁴⁹. Il avait par ailleurs été placé en détention à l'isolement pendant huit mois dans l'attente de son procès⁵⁰. En mars 2023, Iqbal Hossain, l'homme inculpé d'avoir instigué les agressions anti-Hindous d'octobre 2021 en plaçant un exemplaire du Coran auprès d'une statue d'un dieu hindou (mise en scène qui a ensuite été photographiée et a suscité un scandale sur les réseaux sociaux), a été condamné à 16 mois d'emprisonnement⁵¹. À la connaissance d'Amnesty International, les agresseurs présumés des personnes hindoues n'ont pas été déclarés coupables.
32. Vingt-cinq ans après la signature de l'Accord de paix des Chittagong Hill Tracts par le gouvernement bangladais et l'Association de solidarité populaire des Chittagong Hill Tracts (PCJSS)⁵², la région est encore militarisée, en violation de l'accord⁵³. En mars 2022, le militant des droits des populations autochtones Nabayan Chakma Milon serait mort alors qu'il était détenu par l'armée⁵⁴. Toujours en mai 2022, la Commission des Chittagong Hill Tracts a diffusé un communiqué de presse dans lequel elle exprimait ses vives préoccupations quant au déploiement de nouvelles unités du bataillon de la police armée dans les campements militaires vacants de la région, en violation, selon elle, de l'accord de paix⁵⁵.
33. Des groupes marginalisés de la côte sud-ouest du Bangladesh, dont des Mundas et des *dalits* hindous, ont indiqué que leur accès à l'eau était gravement entravé, non seulement par les dégâts au niveau des infrastructures d'eau et d'assainissement occasionnés par le changement climatique, mais aussi par la discrimination systémique⁵⁶. Dans le cas des *dalits* (opprimés), cette discrimination était motivée par des notions d'impureté et d'intouchabilité.

Réfugié-e-s rohingyas

34. L'accueil de réfugié-e-s rohingyas reste un défi au Bangladesh. Entre décembre 2021 et avril 2022, le gouvernement aurait fermé et démantelé une trentaine d'écoles gérées localement⁵⁷. Selon des réfugié-e-s rohingyas, des enseignant-e-s auraient été arrêtés par le bataillon de la police armée, et n'auraient été libéré-e-s qu'après avoir signé un document attestant qu'ils et elles allaient cesser d'enseigner⁵⁸.

35. Le gouvernement bangladais a poursuivi son projet de relocaliser au moins 100 000 réfugié-e-s rohingyas à Bhasan Char, une île éloignée sujette aux inondations. En octobre 2022, 963 réfugié-e-s rohingyas y ont été conduit-e-s, portant le nombre total de Rohingyas sur l'île à 30 079 selon les chiffres officiels⁵⁹. Des réfugié-e-s qui avaient tenté de fuir cette île isolée auraient été arrêté-e-s par la police, ce qui met en doute le caractère volontaire de cette opération de relocalisation⁶⁰.

RECOMMANDATIONS À L'ÉTAT EXAMINÉ

Amnesty International appelle le gouvernement du Bangladesh à prendre les mesures suivantes :

Droit de réunion pacifique

36. Cesser d'avoir recours à l'usage excessif ou illégal de la force dans sa réponse aux manifestations publiques, respecter ses obligations de protéger et de faciliter les rassemblements pacifiques, et veiller à ce que toutes mesures prises en réponse aux rassemblements (y compris les restrictions) soient légales, nécessaires et proportionnées, conformément aux normes internationales.
37. Mener des enquêtes efficaces sur l'emploi excessif ou illégal de la force à l'encontre de manifestant-e-s et appliquer les sanctions adéquates à l'encontre d'agents des forces de sécurité, y compris les donneurs d'ordre.
38. Libérer toutes les personnes ayant été arrêtées de façon arbitraire au cours des vagues d'arrestations de la première moitié de décembre 2022 et qui sont détenues au seul titre de leur appartenance politique.

Peine de mort

39. Dans l'attente de la pleine abolition de la peine de mort, restreindre son application aux « crimes les plus graves », c'est-à-dire l'homicide volontaire au sens du droit international relatif aux droits humains, et mettre en place un moratoire officiel sur les exécutions à titre de première étape vers l'abolition de ce châtiment.
40. Veiller à ce que les personnes inculpées d'infractions passibles de la peine capitale aient accès à une représentation juridique compétente et adéquate, en tenant particulièrement compte des besoins supplémentaires de ressortissant-e-s étranger-ère-s comme les services de traduction et la possibilité de communiquer régulièrement avec leur famille à l'étranger.

Liberté d'expression

41. Abroger la Loi relative à la sécurité numérique de 2018, à moins qu'elle ne soit modifiée pour être mise en conformité avec le droit international relatif aux droits humains, notamment avec les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), auquel le Bangladesh est partie.
42. Libérer immédiatement et sans condition toutes les personnes inculpées au titre de la Loi sur la sécurité numérique uniquement pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression, comme les journalistes et les défenseur-e-s des droits humains, et abandonner toutes les charges retenues contre elles.
43. Garantir la participation et la consultation publiques, y compris celles du personnel des médias, dans le processus d'élaboration de tout nouveau texte de loi ou de toute nouvelle politique liée aux droits humains en ligne, notamment – mais pas seulement – le projet de loi sur la protection des données, avant son examen par le parlement.

Disparitions forcées et exécutions extrajudiciaires

44. Ouvrir des enquêtes efficaces, indépendantes et impartiales sur les agissements du Bataillon d'action rapide, en particulier ceux liés aux allégations de disparitions forcées et d'exécutions extrajudiciaires commises par ses

agents.

45. Ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et accéder à la demande présentée par le Groupe de travail des Nations unies sur les disparitions forcées ou involontaires pour se rendre officiellement dans le pays.

Discrimination

46. Ouvrir une enquête immédiate, impartiale et rigoureuse sur les cinq agressions anti-Hindous massives perpétrées dans les districts de Narail (juillet 2022), Rangpur – et autres districts – (octobre 2021), Sunamganj (mars 2021), Comilla (novembre 2020) et Bhola (octobre 2019), poursuivre toutes les personnes ayant perpétré ces violences, dans le respect des normes internationales en matière d'équité des procès, et veiller à ce que les familles hindoues victimes du carnage obtiennent réparation.
47. Mettre pleinement en œuvre les dispositions concernant les droits humains énoncées dans l'Accord de paix des Chittagong Hill Tracts en démilitarisant complètement la région, en poursuivant les responsables présumés des violences à l'encontre de dirigeant-e-s et personnes autochtones dans la région et en protégeant les droits des populations autochtones sur leurs terres ancestrales.
48. Mener des évaluations inclusives et participatives des besoins liés aux pertes et préjudices qui prennent en compte les effets adverses du changement climatique sur l'exercice des droits fondamentaux en tenant particulièrement compte des personnes et groupes les plus touchés par le changement climatique, comme les populations autochtones mundas et les *dalits* hindous qui se trouvent notamment dans la région côtière du sud-ouest du pays.
49. Allouer davantage de ressources aux biens et services du secteur public y compris la santé, l'éducation, l'agriculture et la protection sociale, tout en accordant une priorité aux personnes les plus défavorisées et marginalisées.

Réfugié-e-s rohingyas

50. Veiller à ce que toutes et tous les journalistes et représentant-e-s de l'ONU et d'organisation de la société civile (dont les bailleurs de fonds, les organisations humanitaires et de défense des droits humains) se voient accorder un accès sans entraves à l'île de Bhasan Char afin d'y évaluer les conditions de manière indépendante.
51. S'assurer que les enfants rohingyas aient accès à une éducation adéquate et en temps voulu.
52. Respecter le principe de « non-refoulement » en s'assurant que les réfugié-e-s rohingyas ne soient pas transféré-e-s vers un endroit, y compris leur pays d'origine, où ils et elles risquent de subir de graves violations de leurs droits fondamentaux ou d'atteintes à ces droits.

Droit international relatif aux droits humains

53. Ratifier le Protocole facultatif au PIDCP et publier une déclaration au titre de l'article 22 de la Convention contre la torture afin que les personnes dont les droits humains garantis par ces traités sont violés puissent déposer leur plainte directement auprès du Comité des droits de l'homme et du Comité contre la torture.
54. Présenter tous les rapports d'État partie en souffrance aux organes conventionnels de l'ONU.

ANNEX 1

KEY AMNESTY INTERNATIONAL DOCUMENTS FOR FURTHER REFERENCE

Bangladesh: *Muzzling dissent online*, 12 November 2018, <https://www.amnesty.org/en/documents/asa13/9364/2018/en/>

Bangladesh: *No Space for Dissent – Bangladesh’s Crackdown on Freedom of Expression Online*, 26 July 2021, <https://www.amnesty.org/en/documents/asa13/4294/2021/en/>

Bangladesh: Killed in “crossfire”: Allegations of extrajudicial executions in Bangladesh in the guise of a war on drugs, 4 November 2019, <https://www.amnesty.org/en/documents/asa13/1265/2019/en/>

Bangladesh: *Launch a full investigation into alleged extrajudicial executions*, 12 June 2018, <https://www.amnesty.org/en/documents/asa13/8575/2018/en/>

Bangladesh: *Ensure immediate safety and security of the two Marma sisters with their consultation and consent and launch investigation into the sexual assault on them by members of Bangladesh army*, 6 March 2018, <https://www.amnesty.org/en/documents/asa13/7999/2018/en/>

“Bangladesh: Alleged extrajudicial killings in the guise of a ‘war on drugs’”, 4 November 2019, [amnesty.org/en/latest/press-release/2019/11/bangladesh-killed-in-crossfire/](https://www.amnesty.org/en/latest/press-release/2019/11/bangladesh-killed-in-crossfire/)

Bangladesh: “Rohingya children get access to education”, 28 January 2020, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/01/bangladesh-rohingya-children-get-access-to-education/>

Bangladesh: *Protect the indigenous Mro people from forced eviction*, 22 November 2020, <https://www.amnesty.org/en/documents/asa13/3368/2020/en/>

Bangladesh: *Fully implement rights provisions of the Chittagong Hill Tracts Peace Accord*, 11 December 2020, <https://www.amnesty.org/en/documents/asa13/3407/2020/en/>

Bangladesh: *Letter to Bangladesh’s law minister: end reprisals against journalist Rozina Islam*, 21 June 2022, <https://www.amnesty.org/en/documents/asa13/5720/2022/en/>

Bangladesh: *Feedback on proposed ‘Data Protection Act, 2022’ of Bangladesh*, 27 April 2022, <https://www.amnesty.org/en/documents/asa13/5518/2022/en/>

“Bangladesh: New data protection bill threatens people’s right to privacy”, 27 April 2022, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/04/bangladesh-new-data-protection-bill-threatens-peoples-right-to-privacy/>

Amnesty International: *Any tidal wave could drown us – Stories from the climate crisis*, 3 November 2022, <https://www.amnesty.org/en/documents/IOR40/6145/2022/en/>

“Bangladesh: Authorities must end repression of demonstrations”, 8 December 2022, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/12/bangladesh-authorities-must-end-repression-of-demonstrations/>

“Bangladesh: Authorities must respect right to peaceful protest following bloody crackdowns”, 26 March 2021, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/03/bangladesh-authorities-must-respect-right-to-peaceful-protest-following-bloody-crackdowns-2/>

“Bangladesh authorities must conduct prompt, thorough, impartial, and independent investigations into the death of protesters and respect people’s right to peaceful assembly”, 1 April 2021 <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/04/bangladesh-protests-statement/>

“Bangladesh: Halt relocation of Rohingya refugees to remote island”, 3 December 2020,
<https://www.amnesty.org/en/latest/press-release/2020/12/bangladesh-halt-relocation-of-rohingya-refugees-to-remote-island/>

“Let us speak for our rights” – Human rights situation of Rohingya refugees in Bangladesh, 14 September 2020,
<https://www.amnesty.org/en/documents/asa13/2884/2020/en/>

“Bangladesh: Restore and strengthen capacity of community-led schools in Rohingya camps”, 28 April 2022,
<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/04/bangladesh-restore-and-strengthen-capacity-of-community-led-schools-in-rohingya-camps/>

“Bangladesh: Urgent emergency measures must aid all impacted by fire in Rohingya Refugee camps”, 6 March 2023,
<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2023/03/bangladesh-urgent-emergency-measures-must-aid-all-impacted-by-fire-in-rohingya-refugee-camps/>

The State of the World's Human Rights: Amnesty International's Annual Report 2021/22 (2023), ‘Bangladesh’ entry pp. 85-89 <https://www.amnesty.org/en/latest/research/2022/03/annual-report-202122/>

ANNEX 2

MATRIX OF RECOMMENDATIONS FROM THE PREVIOUS CYCLE, WITH COMMENTS ON PROGRESS

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
Theme: A41 Constitutional and legislative framework			
147.68 Review all existing and proposed legislation relating to freedom of expression, both online and offline, to ensure that it fully complies with the relevant international standards (Ireland); Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 147	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - general - media	Partly implemented Bangladesh has repealed Section 54, 55, 56, 57 and 66 of the Information and Communication Technology Act. However, the Digital Security Act introduced in October 2018 expanded some of the provisions taken out from ICT Act into several sections in DSA with punishment up to life imprisonment.
148.3 Enforce constitutional provisions safeguarding freedom of expression, including by amending section 57 of the Information and Communication Technology Act and relevant provisions of the draft Digital Security Act (Australia); Source of position: A/HRC/39/12/Add.1 - Para. 1	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - general - media	Cosmetic changes were made to the Digital Security Act before it was introduced in October 2018. However, the DSA as it was passed in 2018 contains provisions that violate international human rights law standards.
148.13 Review and amend the laws that restrict freedom of expression, such as section 57 of the 2006 Information and Communication Technology Act (Mexico);	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - general - media	Bangladesh had at least 433 prisoners under the Digital Security Act as of 11 July 2021, mostly held on allegations of

Source of position: A/HRC/39/12/Add.1 - Para. 1		- human rights defenders	publishing “false or offensive information” under Section 25. Amnesty International has found a concerning pattern in which the authorities weaponized Sections 25 (publication of false or offensive information), 29 (Publication of defamatory information), and 31 (Offence and punishment for deteriorating law and order) of the Act to target and harass critical voices. According to a report by human rights group Ain o Salish Kendra (ASK), 2,249 cases were filed under the DSA over the course of the year before the Cyber Tribunals in Dhaka, Rajshahi and Chittagong divisions alone. Article 19 documented media reports of 114 DSA cases between January and November and found that the vast majority (78 cases) were filed in connection with posts on social media. It also found that 46 out of the 114 cases were filed by individuals associated with the ruling party. According to the country’s Department of Prison, Bangladesh had 185 prisoners under Section 25, 162 persons under Section 29 and 163 persons under Section 31 as of 11 July 2021. One prisoner may have been implicated in multiple charges.
147.71 Ensure democratic space for all political actors, including the implementation of domestic laws, without restrictions on the exercise of the rights to freedom of expression and of peaceful assembly (Switzerland); Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 147	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly Affected persons: - general - media - judges, lawyers and prosecutors	Not yet implemented Bangladesh shut down the internet six times in 2022 as a ‘weapon of control’ during the BNP’s protest rallies⁶¹ Between January 2019 to December 2022, the state reportedly banned 99 protests under

147.7 Bring legislation into conformity with the obligations under the International Covenant on Civil and Political Rights by repealing restrictive provisions that limit the rights of journalists, human rights defenders and civil society organizations to freedom of expression and free speech (Latvia); Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 147	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D43 Freedom of opinion and expression H1 Human rights defenders Affected persons: - general - media - human rights defenders	Section 144 of Criminal Procedure Code. ⁶² In March 2021, the police used lethal force in demonstrations against the visit of Indian Prime Minister Narendra Modi, leading to the deaths of at least 14 protestors and injuring hundreds of others. ⁶³ In September 2022, police shot to death Shaon Mahmud alias Akash, a young activist from the Jatiyatabadi Jubo Daland and injured dozens more after opening fire on demonstrators at a protest against power cuts and rising food costs. ⁶⁴
Theme: B51 Right to an effective remedy			
147.89 Investigate all cases of murder and violence against journalists and bloggers and bring the perpetrators to justice (Slovakia); Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 147	Supported	B51 Right to an effective remedy B52 Impunity A47 Good governance Affected persons: - media	Not yet implemented Photojournalist Shafiqul Islam Kajol was not seen for 53 days after he left his office on 10 March 2020, raising concerns that he was forcibly disappeared by the authorities. A case of disappearance was filed by his son on 18 March 2020. Instead of investigating into his suspected enforced disappearance, Shafiqul Islam Kajol was arrested under Digital Security Act, 53 days into his disappearance. Bangladeshi writer Mushtaq Ahmed died languishing in prison without trial for 10 months, after he was detained under the Digital Security Act for criticising the Bangladeshi government's response to COVID-19 pandemic. The government's probe committee concluded that he died of natural causes, reportedly from a heart attack. He was denied bail at least six times. He should not have spent a single minute in prison let alone his final ones.

			Cartoonist Ahmed Kabir Kishore, who was arrested in the same case as Mushtaq Ahmed, was released a week after Mushtaq Ahmed died in prison. He told Amnesty International that he was forcibly disappeared from his Dhaka residence at least three days prior to the date in official records of his arrest. He also said that both Mushtaq Ahmed and he were tortured in custody of one or more state security agencies. On 10 March 2021, Ahmed Kabir Kishore filed a case with the metropolitan sessions judge's court in Dhaka, under the Torture and Custodial Death (Prevention) Act – 2013, seeking redress. Bangladesh has not acceded to the International Convention for the Protection of All Persons Against Enforced Disappearance or the OP-CAT.
Theme: B52 Impunity			
147.77 Protect human rights defenders and journalists from harassment by combating impunity and ensuring the prompt and impartial investigation of all violations against human rights defenders (Netherlands); Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 147	Supported	B52 Impunity H1 Human rights defenders D51 Administration of justice & fair trial Affected persons: - media - human rights defenders	Not yet implemented Labour rights activist Ruhul Amin, 35, has been detained at least three times between April 2018 and October 2020 for organizing protests against the Bangladeshi government's decision to shut down state-owned jute mills. He was last arrested on 26 February 2021 for posting on Facebook a call to protest in front of Bangladesh's National Parliament, the death of Bangladeshi writer Mushtaq Ahmed in prison. He was accused of attempting to deteriorate law and order under the Digital Security Act. He faces up to 7 years in prison if convicted.
Theme: D22 Extrajudicial, summary or arbitrary executions			

147.8 Promptly implement the recommendations accepted in the second cycle of the universal periodic review, on extrajudicial executions, and enforced disappearances, and against torture (France); Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 147	Supported	D22 Extrajudicial, summary or arbitrary executions D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D32 Enforced disappearances D33 Arbitrary arrest and detention A26 Cooperation with the Universal Periodic Review (UPR) Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not yet implemented A 2019 report by Amnesty International documented allegations of enforced disappearance and extrajudicial executions associated with Bangladesh's anti-narcotics drive in 2018. The report also documented allegations against law enforcement agencies of making up evidence, especially witness statements after each incident. At least five witnesses interviewed by Amnesty International have said that they were involuntarily taken to the spot after the incident.
Theme: D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment			
148.12 Enhance efforts to prevent cases of torture and enforced disappearance and to prosecute perpetrators (Italy); Source of position: A/HRC/39/12/Add.1 - Para. 1	Supported	D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D32 Enforced disappearances B52 Impunity Affected persons: - persons deprived of their liberty - disappeared persons	Not yet implemented Bangladesh has not ratified the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance. A 2019 investigation into allegations of extrajudicial executions, Amnesty International found out that all of them were subjected to enforced disappearances lasting between one day to month than a month before they were killed.
147.80 Ensure effective protection of the lives and security of human rights defenders and journalists against human rights violations, including enforced disappearance, torture and extrajudicial killings (Republic of Korea); Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 147	Supported	D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D32 Enforced disappearances H1 Human rights defenders Affected persons: - judges, lawyers and prosecutors - human rights defenders - disappeared persons	Not yet implemented A July 2021 briefing by Amnesty International found out that journalists, photojournalists, cartoonists, musicians, human rights defenders, entrepreneurs, teenage students and a farmer have been subjected to a wide range of human rights violations, including enforced disappearances, arbitrary detentions, torture and other ill treatment.
Theme: D26 Conditions of detention			

147.84 Consider measures to accelerate trial process with a view to reducing pending cases and the number of pretrial detainees as well as safeguarding their basic rights (Malaysia); Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 147	Supported	D26 Conditions of detention D31 Liberty and security - general D51 Administration of justice & fair trial Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not yet implemented More people are imprisoned under Bangladesh's draconian Digital Security Act than those who have been released. Bangladesh had at least 433 prisoners under the DSA as of 11 July 2021 with the longest serving prisoner being detained since 24 December 2018, according to the country's Department of Prisons. There were 358 prisoners under the law exactly one year ago. Many people detained under the Digital Security Act suffered detention for various periods even before their cases appear for trial.
Theme: D42 Freedom of thought, conscience and religion			
147.67 Protect freedom of expression in media, politics and religion, and work with civil society to address concerns regarding section 57 of the Information and Communication Technology Act (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 147	Supported	D42 Freedom of thought, conscience and religion D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - media	Partly implemented Bangladesh has repealed Section 54, 55, 56, 57 and 66 of the Information and Communication Technology Act. However, the Digital Security Act introduced in October 2018 expanded some of the provisions taken out of the ICT Act into several sections in the DSA with punishment up to life imprisonment.
147.74 Continue efforts to protect freedom of expression and freedom of religion or belief for all citizens and residents, and to support civil society participation (Poland); Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 147	Supported	D42 Freedom of thought, conscience and religion D43 Freedom of opinion and expression D45 Freedom of association Affected persons: - general	Not yet implemented Two folk musicians were charged with the vague and overbroad provision of hurting religious sentiment under the Digital Security Act. According to Bangladesh's Department of Prison, as of 11 July 2021 at least 40 persons were detained under Section 28 of the Act, which stipulates up to 10 years in prison for "hurting religious values or sentiment."
Theme: D43 Freedom of opinion and expression			
147.65 Take effective measures to ensure that the press can work free from the oppression by instances of censorship, threats, physical assaults and killings (Slovakia);	Supported	D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - media	Not yet implemented An analysis of print and online news by Amnesty International shows that more than 100 journalists have been sued under

Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 147			Bangladesh's draconian Digital Security Act between January 2019 and July 2021, and at least 40 of them were arrested.
148.14 Review and redraft the proposed Digital Security Act to ensure online freedom of expression (Norway); Source of position: A/HRC/39/12/Add.1 - Para. 1	Supported	D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - general - media - human rights defenders	A July 2021 briefing by Amnesty International found out that writers, journalists, photojournalists and cartoonists have been subjected to a wide range of human rights violations, including enforced disappearances, arbitrary detentions, torture and other ill treatment. Amnesty International has found a concerning pattern in which the authorities weaponized Sections 25 (publication of false or offensive information), 29 (Publication of defamatory information), and 31 (Offence and punishment for deteriorating law and order) of the Act to target and harass critical voices. According to the country's Department of Prison, Bangladesh had 185 prisoners under Section 25, 162 persons under Section 29 and 163 persons under Section 31 as of 11 July 2021. One prisoner may have been implicated in multiple charges. Labour rights activist Ruhul Amin, 35, has been detained at least three times between April 2018 and October 2020 for organizing protests against the Bangladeshi government's decision to shut down state-owned jute mills. He was last arrested on 26 February 2021 for posting on Facebook a call to protest in front of Bangladesh's National Parliament, the death of Bangladeshi writer Mushtaq Ahmed in prison. He was accused of attempting to deteriorate law and order under the Digital Security Act. He faces up to 7 years in prison if convicted.
148.15 Redraft the Digital Security Act in line with international norms and standards for freedom of expression (Sweden); Source of position: A/HRC/39/12/Add.1 - Para. 1	Supported	D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - general - media - human rights defenders	
147.66 Take prompt and effective measures to ensure that freedom of assembly and expression extends in practice — both online and offline — to all people, media, civil society and political parties, throughout the upcoming election campaign and beyond (Canada); Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 147	Supported	D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D7 Right to participation in public affairs and right to vote Affected persons: - media	
147.73 Safeguard freedoms of political expression and association, without reprisals, censorship, intimidation or restrictive legal action, and that Bangladesh safeguard the independence of media (New Zealand); Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 147	Supported	D43 Freedom of opinion and expression D45 Freedom of association Affected persons: - media	
147.70 Guarantee freedom of expression in the Digital Security Act (France); Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 147	Supported	D43 Freedom of opinion and expression D46 Right to private life, privacy Affected persons: - media	
147.69 Take effective measures to ensure freedom of expression and end all assaults on journalists and human rights defenders, as well as ensure that the proposed Digital Security Act is in line with international standards (Estonia);	Supported	D43 Freedom of opinion and expression H1 Human rights defenders Affected persons: - general - media	

Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 147			Bangladesh had at least 433 prisoners under the Digital Security Act as of 11 July 2021, mostly held on allegations of publishing “false or offensive information” under Section 25. Amnesty International has found a concerning pattern in which the authorities weaponized Sections 25 (publication of false or offensive information), 29 (Publication of defamatory information), and 31 (Offence and punishment for deteriorating law and order) of the Act to target and harass critical voices. According to the country’s Department of Prison, Bangladesh had 185 prisoners under Section 25, 162 persons under Section 29 and 163 persons under Section 31 as of 11 July 2021. One prisoner may have been implicated in multiple charges.
Theme: G5 Refugees & asylum seekers			
147.164 Continue efforts to host the forcibly displaced Myanmar nationals until they voluntarily return to their homeland in safety, security and dignity (Yemen); Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 147	Supported	G5 Refugees & asylum seekers Affected persons: - refugees & asylum seekers	Implemented Bangladesh continues to host nearly one million Rohingya refugees. More than 740,000 of them arrived after 25 August 2017.
147.165 Continue to pursue strong efforts bilaterally as well as internationally and with help and assistance from the international community, for the sustainable resolution of the Rohingya crisis (Azerbaijan); Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 147	Supported	G5 Refugees & asylum seekers A3 Inter-State cooperation & development assistance Affected persons: - refugees & asylum seekers	Partly implemented A UN resolution on the “Human Rights Situation of Rohingya Muslims and other Minorities in Myanmar” was adopted at the 47th session of the UN Human Rights Council in July 2021. The resolution called on the international community to provide humanitarian assistance until the Rohingya refugees can return to Myanmar. Bangladesh called on the international community to play a visible and effective role in ensuring that Rohingya refugees can return home with security and dignity. The international
147.166 Continue to work with international partners and Myanmar to find a sustainable solution that enables those displaced to return home voluntarily, safely and with dignity (New Zealand); Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 147	Supported	G5 Refugees & asylum seekers A3 Inter-State cooperation & development assistance Affected persons: - refugees & asylum seekers	

			funding which secured 72 to 75% of the annual appeal in the first three years declined to 65% in 2020.
147.167 Continue to hold constructive dialogue with Myanmar and make efforts to implement the bilateral agreement, aiming at steady and rapid repatriation of refugees (Japan). Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 147	Supported	G5 Refugees & asylum seekers A3 Inter-State cooperation & development assistance Affected persons: - refugees & asylum seekers	Not yet implemented The conditions in Myanmar are not conducive for the “safe, dignified, voluntary and sustainable” returns of the Rohingya refugees. Rohingya people in Bangladesh overwhelmingly wish to return home when it is safe for them to do so. Crucially, they have a right to participate in the decisions that affect them. Accountability is an essential component of these conditions. Even before the coup, the circumstances in Myanmar were anything but conducive to those conditions. Returns must follow the principle of non- refoulement which is binding upon all states.
148.22 Continue improving Rohingya refugees’ conditions and investigating allegations of abuses and human rights violations against them in accordance with international standards (Holy See); Source of position: A/HRC/39/12/Add.1 - Para. 1	Supported	G5 Refugees & asylum seekers A3 Inter-State cooperation & development assistance D51 Administration of justice & fair trial Affected persons: - refugees & asylum seekers	Partly implemented Bangladesh is host to nearly one million Rohingya refugees. In Bangladesh, the Rohingya men, women, and children found a second chance at life. The country in January 2020 committed to provide Rohingya children with access to education in Myanmar curriculum. Access to education for Rohingya refugees from Myanmar improved during the year despite some early setbacks. Between December 2021 and April 2022, the government reportedly shut down and dismantled about 30 community-led schools. Rohingya refugees alleged that some schoolteachers were detained by the Armed Police Battalion and released only after signing a paper confirming that they would stop teaching. In May, the situation improved

when UNICEF reported enrolling 10,000 Rohingya children in the Myanmar Curriculum Pilot, which sought to provide Rohingya children with education based on the national curriculum of their home country. This had been a key demand from humanitarian actors since the start of the refugee crisis. However, UNICEF estimated that, of the more than 400,000 school-aged Rohingya children in Bangladesh's refugee camps, 100,000 were not yet attending learning centres. On 19 June, the day before World Refugee Day, tens of thousands of Rohingya refugees held a demonstration named "Bari Cholo" (Let Us Go Home) spanning 23 camps in Ukhia and Teknaf. Despite concerns from the international community and human rights groups, the Bangladesh government persisted in its plans to relocate at least 100,000 Rohingya refugees to the remote and flood-prone Bhasan Char island.

In October, 963 Rohingya refugees were relocated to Bhasan Char, bringing the total number to 30,079, according to official figures. Refugees attempting to flee the remote island were reportedly detained by police, raising doubts as to the voluntary nature of the relocation.

Amnesty International documented allegations of sexual abuse on the island by security officials. Instead of commissioning a prompt and impartial investigation into the allegations, the authorities vehemently refused.

On 5 March, a massive fire broke out in the afternoon in Cox's Bazar area of Bangladesh, which is the largest refugee camp in the world. The fire destroyed around

			2000 shelters and left around 12000 Rohingya refugees homeless. Since January 2021, there have been more than 200 fire incidents in the Rohingya camps including 60 cases of arson.
Theme: H1 Human rights defenders			
147.76 Guarantee the security of human rights defenders (France); Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 147	Supported	H1 Human rights defenders Affected persons: - human rights defenders	Not yet implemented Human rights defenders are often demonised, harassed, intimidated and arrested for organizing movements.
147.23 Ensure that police officers are adequately trained and instructed to investigate reports of harassment, attacks and death threats against journalists, media workers, human rights defenders and activists and ensure the protection of those under threat in accordance with international human rights law (Finland); Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 147	Supported	H1 Human rights defenders A43 Human rights policies A54 Awareness raising and dissemination A53 Professional training in human rights Affected persons: - media - human rights defenders	On 26 February 2021, Labour rights activist Ruhul Amin posted on Facebook a call to protest against the death of writer Mushtaq Ahmed in prison. Police arrested him on charges of “attempting to deteriorate law and order” under the DSA. He faces up to seven years in prison if convicted. On 28 May 2021, police arrested Shahnewaz Chowdhury, an engineer and rights defender for a Facebook post where he shared his personal opinion that was critical about a power plant in his area. Human rights groups said that in some cases they have been denied permission to host peaceful assembly. The government has curtailed operations of local human rights organizations such as Odhikar under laws such as the “Foreign Donations (Voluntary Activities) Regulation Act 2016”.
147.78 Ensure that human rights defenders, journalists and civil society have a safe and enabling environment and can operate freely without fear of reprisals (Norway); Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 147	Supported	H1 Human rights defenders D43 Freedom of opinion and expression D45 Freedom of association Affected persons: - media - human rights defenders	
147.75 Publicly commit to ensuring that journalists, bloggers, human rights defenders and civil society organizations are able to carry out their activities without fear of surveillance, intimidation, harassment, arrest, prosecution or retribution (Austria); Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 147	Supported	H1 Human rights defenders D46 Right to private life, privacy D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - media - human rights defenders	
Theme: A24 Cooperation with special procedures			
149.19 Issue and implement a standing invitation to all special procedures (Czechia); Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 149	Noted	A24 Cooperation with special procedures Affected persons: - general	Not yet implemented Despite noting the request to cooperate with special procedures, no progress has been made with regards to

			implementing a standing invitation to all special procedures.
149.20 Respond positively to pending visit requests by special procedure mandate holders of the Human Rights Council and consider extending a standing invitation to all mandate holders (Latvia); Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 149	Noted	A24 Cooperation with special procedures Affected persons: - general	Not yet implemented With exception of accepting visits by the UN Special Rapporteur on Myanmar since the last UPR, Bangladesh has not granted visits to any other requests made by the Special Procedures. There are at least 17 pending visit requests and five other requests that were not followed up.
Theme: A41 Constitutional and legislative framework			
149.46 Revise media laws, in consultation with civil society, to decriminalize “defamation” and “hurting religious sentiment”, and limit proposed extended jail terms for these offences (United States of America); Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 149	Noted	A41 Constitutional and legislative framework D42 Freedom of thought, conscience and religion D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - media	Not yet implemented In March 2022, a teacher in Munshiganj district was arrested for “hurting religious sentiments” by discussing the difference between science and religion in class, after a complaint was made by the school’s office assistant. After his release 19 days later, the teacher told media that he felt he was “framed” because of internal conflicts in the school
149.45 Decriminalize defamation and include it in the Civil Code in accordance with international standards, and take steps to create an independent broadcast licensing authority (Estonia); Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 149	Noted	A41 Constitutional and legislative framework D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - general - media	Not yet implemented Cases against six out of 10 individuals analysed by Amnesty International featured criminal defamation charges, where the complainant was either a law enforcement official or someone else other than the person said to be defamed. In those cases, the authorities also included assumption that social media posts by the individuals were “about to” deteriorate law and order. Satire and criticism were treated as false, offensive or derogatory information under the law. In one case, a farmer, who cannot read or write, was initially implicated with defamation

			charges under Bangladesh's draconian Digital Security Act. However, after failing to corroborate any evidence against the farmer of using a digital platform, police on 15 April 2021 charged him for defamation under Bangladesh's Penal Code 1860. If convicted, he faces up to two years in jail.
149.49 Repeal the Information and Communication Technology Act (2006), as amended in 2013, or modify the Information and Communication Technology Act to bring it in line with international law and standards (Greece); Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 149	Noted	A41 Constitutional and legislative framework D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - general - media	Implemented Bangladesh has repealed Section 54, 55, 56, 57 and 66 of the Information and Communication Technology Act and therefore, amended the ICT Act provisions that were mostly used in contravention of international human rights law.
Economic and Social Rights and the Right to Development			
147.96 Step up efforts made to improve economic and social rights, notably through follow-up to the 2021 vision and the five-year plan (2016–2021) (Morocco) Source of position: A/HRC/39/12 - Para. 147	Supported	E Economic, social and cultural rights S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work Affected persons: - general	Partly implemented While Bangladesh has been hailed as a model for poverty reduction, its tax:GDP ratio has been on a downward trend resulting in limited resources to realise human development. Bangladesh should review its tax exemptions (including within its tax treaties) to ensure they do not disproportionately limit the maximum available revenue available to government to realise human rights and development. It should also zero-rate essential commodities such as medicines and sanitary pads and equitably expand the tax base by strengthening taxes on wealth. Additionally, Bangladesh should develop strong policy and legal measures to tackle illicit financial flows.

NOTES

- ¹ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Bangladesh, doc. ONU A/HRC/39/12, recommandation 148.3 (Australie) et son additif A/HRC/39/12/Add.1 – § 1)
- ² A/HRC/39/12, recommandations 148.12 (Italie) et son additif A/HRC/39/12/Add.1 – § 1.
- ³ A/HRC/39/12, recommandation 147.54 (Suisse).
- ⁴ A/HRC/39/12, recommandation 149.20 (Lettonie).
- ⁵ A/HRC/39/12, recommandations 147.66 (Canada) et 147.71 (Suisse).
- ⁶ Amnesty International, "Bangladesh. Bangladesh authorities must conduct prompt, thorough, impartial, and independent investigations into the death of protesters and respect people's right to peaceful assembly", 1^{er} avril 2021, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/04/bangladesh-protests-statement/>
- ⁷ A/HRC/39/12, recommandations 149.5 (Japon, Bosnie-Herzégovine, Irak, Sénégal, Togo, Ukraine, Pérou) et 149.6 (Grèce).
- ⁸ La version anglaise de cette loi est disponible sur <https://www.cirt.gov.bd/wp-content/uploads/2020/02/Digital-Security-Act-2020.pdf>
- ⁹ Amnesty International, *No Space for Dissent – Bangladesh's Crackdown on Freedom of Expression Online, 2021*, <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa13/4294/2021/en/>
- ¹⁰ Gouvernement du Bangladesh, Division législative et administrative, Loi sur le contrôle des stupéfiants, 2018 (Loi n° 63 de 2018), <http://bdlaws.minlaw.gov.bd/act-details-1276.html>
- ¹¹ La Loi sur la répression de la violence à l'égard des femmes et des enfants (modification), 2020 (Loi n° 22 de 2020), <http://bdlaws.minlaw.gov.bd/act-1351.html>
- ¹² Coalition pour la réforme de la législation sur le viol, "Rape Law Reform: 10-Point Demand" (2020), https://blast.org.bd/content/Rape%20Law%20Reform/RLRN_10-POINT-DEMANDS-ENG-FINAL.pdf
- ¹³ La liste des rapports manquants inclut les rapports au Comité des travailleurs migrants (date limite le 1^{er} mai 2022), au Comité des droits de l'homme (date limite le 29 mars 2021), au Comité des droits de l'enfant (date limite le 1^{er} mars 2021) et au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (date limite le 30 novembre 2020). En 2019, le Bangladesh a présenté son premier rapport au Comité contre la torture, avec près de 20 ans de retard. Voir : Statut de présentation des rapports pour le Bangladesh, Base de données relative aux organes conventionnels de l'ONU (consultée le 12 février 2023), https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Countries.aspx?Lang=fr
- ¹⁴ La CNDH a été instaurée par la Loi portant création de la CNDH de 2009.
- ¹⁵ Le Réseau asiatique des ONG sur les institutions nationales des droits de l'homme (ANNI), "Bangladesh: The Government must amend the National Human Rights Commission Act 2009, with a view to broadening its mandate to protect and promote human rights", 25 mars 2022, <https://forum-asia.org/?p=36710>
- ¹⁶ *Statistiques des violations des droits humains*, Commission nationale des droits humains du Bangladesh, <http://www.nhrc.org.bd/site/page/81b1aef5-ce8c-4465-a11c-cd8d0a691288/> (consulté le 20 mars 2023). La veille média d'événements signalés et les statistiques publiées par les ONG de défense des droits humains basées au Bangladesh (dont beaucoup se concentrent sur l'activité médiatique) constituent donc des sources importantes pour l'évaluation de la situation des droits humains.
- ¹⁷ L'article 18 de la Loi portant création de la CNDH de 2009 empêche la CNDH d'entamer une enquête indépendante sur les plaintes déposées contre les « forces de sécurité », ce qui inclut la police et l'armée. La CNDH n'est habilitée qu'à appeler les forces de sécurité concernées par la plainte à présenter des rapports ; la loi n'évoque pas les voies qui s'offrent à la CNDH dans le cas où aucun rapport ne lui est présenté, ce qui est souvent le cas. Cet article contraste avec l'article 17, qui habilite la CNDH à ouvrir une enquête indépendante pour des plaintes déposées contre d'autres autorités officielles si elles ne présentent pas leurs rapports dans les délais.
- ¹⁸ *The Business Standard*, "12 years on, NHRC now wants to probe rights violation complaints against police", 13 mars 2021, <https://www.tbsnews.net/bangladesh/12-years-nhrc-now-wants-probe-rights-violation-complaints-against-police-215569>
- ¹⁹ *New Age Bangladesh*, "23 968 arrested in countrywide spl drive: PHQ", 19 décembre 2022, <http://newagebd.net/article/189467/23968-arrested-in-countrywide-spl-drive-phq>
- ²⁰ Front Line Defenders, CIVIS et SAHR, *Crushing Student Protests: Bangladesh's Repression of the Quota Reform and Road Safety Movements* (2020), https://www.frontlinedefenders.org/sites/default/files/report_-_june_2020-compressed.pdf ; *The Daily Star*, "BCL in its element", 5 août 2018, <https://www.thedailystar.net/city/bcl-ruling-party-men-attack-student-protest-road-safety-jigatola-dhanmondi-dhaka-1615828>

²¹ Amnesty International, “Bangladesh. Bangladesh authorities must conduct prompt, thorough, impartial, and independent investigations into the death of protesters and respect people’s right to peaceful assembly”, 1^{er} avril 2021, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/04/bangladesh-protests-statement/>

²² *The Business Standard*, “Police clash with protesting SUST students, 30 injured”, 16 janvier 2022, <https://www.tbsnews.net/bangladesh/education/police-clash-protesting-sust-students-30-injured-358291>

²³ *Bdnews24*, “Garment workers, police clash over decision to shut factory in Gazipur”, 1^{er} février 2022, <https://bdnews24.com/bangladesh/garment-workers-police-clash-over-decision-to-shut-factory-in-gazipur>

²⁴ *Dhaka Tribune*, “Leftists’ hartal marked by police action”, 28 mars 2022, <https://www.dhakatribune.com/bangladesh/2022/03/28/leftists-hartal-marked-by-police-action>

²⁵ Amnesty International, « Bangladesh. Les autorités doivent cesser de réprimer les manifestations », 8 décembre 2022, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/12/bangladesh-authorities-must-end-repression-of-demonstrations/>

²⁶ Le parti venait d’annoncer qu’il prévoyait d’organiser un rassemblement politique pour demander la démission du parti au pouvoir au profit d’un gouvernement neutre par intérim chargé de superviser les élections de 2023. Amnesty International, « Bangladesh. Les autorités doivent cesser de réprimer les manifestations », 8 décembre 2022, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/12/bangladesh-authorities-must-end-repression-of-demonstrations/>

²⁷ L’article 144 du Code de procédure pénale de 1898 habilite un magistrat à donner l’ordre d’interdire les réunions publiques. Pour consulter les statistiques sur le recours à l’article 144 compilées par l’ONG Ain o Salish Kendra, voir : askbd.org/ask/2020/01/06/imposed-section-144-jan-dec-2019/ ; askbd.org/ask/2020/12/31/imposed-section-144-jan-dec-2020/ ; askbd.org/ask/2022/01/12/imposed-section-144-jan-dec-2021/ ; askbd.org/ask/2023/01/03/imposed-section-144-jan-dec-2022/

²⁸ Amnesty International, *Rapport mondial. Condamnations à mort et exécutions en 2022* (à paraître, avril 2023).

²⁹ Amnesty International, *No Space for Dissent – Bangladesh’s Crackdown on Freedom of Expression Online*, 26 juillet 2021, <https://www.amnesty.org/en/documents/asa13/4294/2021/en/>

³⁰ Amnesty International, *Bangladesh. Un caricaturiste torturé, un écrivain mort en prison* 8 mars 2021, <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa13/3800/2021/fr/> p. 1-2

³¹ Amnesty International, « Bangladesh. Le nouveau projet de loi sur la protection des données menace le droit des citoyen-ne-s à la vie privée », 27 avril 2022, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/04/bangladesh-new-data-protection-bill-threatens-peoples-right-to-privacy/>

³² Amnesty International, *Killed in “crossfire”: Allegations of extrajudicial executions in Bangladesh in the guise of a war on drugs* (2019), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa13/1265/2019/en/>.

³³ Amnesty International, *Killed in “crossfire”: Allegations of extrajudicial executions in Bangladesh in the guise of a war on drugs* (2019), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa13/1265/2019/en/>.

³⁴ Un pseudonyme a été utilisé au lieu du véritable nom afin de protéger la confidentialité de la victime et de sa famille.

³⁵ Amnesty International, *Killed in “crossfire”: Allegations of extrajudicial executions in Bangladesh in the guise of a war on drugs* (2019), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa13/1265/2019/en/>. Ayant du mal à joindre les deux bouts, Suleman dépendait de ses frères et sœurs pour la nourriture et d’autres dépenses. Selon des membres de sa famille, après avoir été appréhendé par les autorités, Suleman avait téléphoné à un proche pour lui dire que la police réclamait 20 000 takas (200 dollars des États-Unis) pour sa libération et lui a demandé de réunir cette somme. L’argent avait été versé à la police, qui a alors demandé 50 000 takas (500 dollars des États-Unis) supplémentaires – « ou alors ils me tueront », a assuré Suleman à ce proche. Anxieux de savoir où se trouvait Suleman, ses proches se sont rendus au poste de police où on leur a dit qu’il avait été transféré en prison. Trois ou quatre jours après le dernier appel téléphonique, ils ont appris que Suleman était mort dans un « échange de tirs ». Des allégations graves ont également été portées contre les organes chargés du maintien de l’ordre ; les accusant d’avoir inventé des déclarations de témoins liées à ces « échanges de tirs ».

³⁶ Amnesty International, *Killed in “crossfire”: Allegations of extrajudicial executions in Bangladesh in the guise of a war on drugs* (2019), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa13/1265/2019/en/>. Ces personnes ont rapporté ne pas avoir osé dire non lorsque la police leur a demandé d’endosser le rôle de témoins, par peur des représailles. Les forces de sécurité ont relevé leurs signatures, leurs noms, leurs numéros de téléphone et leurs coordonnées. Plus tard, les témoins ont soit été appelé-e-s par les forces de sécurité pour confirmer leur déclaration, soit été appelé-e-s dans les bureaux d’organes de maintien de l’ordre pour témoigner de ce à quoi ils ou elles avaient « assisté ».

³⁷ Odhikar, *Annual Human Rights Report Bangladesh 2022* (2023), p. 4.

³⁸ Amnesty International, *No Space for Dissent – Bangladesh’s Crackdown on Freedom of Expression Online*, 26 juillet 2021, <http://www.amnesty.org/en/documents/asa13/4294/2021/en/> p. 6

³⁹ Amnesty International, *No Space for Dissent – Bangladesh’s Crackdown on Freedom of Expression Online*, 26 juillet 2021, <http://www.amnesty.org/en/documents/asa13/4294/2021/en/> p. 6

⁴⁰ Rapport de Netra, “Secret prisoners of Dhaka”, *Netra News*, 14 August 2022, <https://netra.news/2022/secret-prisoners-of-dhaka/>

⁴¹ Notamment des cellules sans fenêtre, où de grands ventilateurs étaient allumés presque en continu pour couvrir tous les autres bruits.

⁴² *Daily Star*, “Report on DGFI: Ex-army man, Netra News sued under the DSA”, 25 août 2022, <https://www.thedailystar.net/news/bangladesh/crime-justice/news/report-dgfi-ex-army-man-netra-news-sued-under-the-dsa-3102461>

⁴³ *Daily Star*, “Report on DGFI: Ex-army man, Netra News sued under the DSA”, 25 août 2022, <https://www.thedailystar.net/news/bangladesh/rights/news/ensuring-equal-rights-anti-discrimination-bill-2022-placed-parliament-2998501>

⁴⁴ *Daily Star*, “Bhola clash: Hacker identified thru’ Facebook”, 24 octobre 2019, <https://www.thedailystar.net/country/bhola-clash-hacker-identified-thru-facebook-1818175>

⁴⁵ *Bdnews24*, “Muradnagar controversy was resolved through talks, or so it seemed. Then came arson attacks”, 3 novembre 2020, <https://bdnews24.com/bangladesh/bangladesh-bans-public-gatherings-in-cumilla-locality-after-attacks-on-hindu-homes>

⁴⁶ *Bdnews24*, “Muradnagar controversy was resolved through talks, or so it seemed. Then came arson attacks”, 3 novembre 2020, <https://bdnews24.com/bangladesh/hifazat-men-attack-loot-homes-of-hindus-in-sunamganj-over-facebook-post>

⁴⁷ *Bdnews24*, “Bangladesh vows action as communal tension flares”, 13 octobre 2021, <https://bdnews24.com/bangladesh/bangladesh-vows-action-as-communal-tension-flares>

⁴⁸ *Business Standard*, “Hindus attacked in Narail over Facebook post”, 16 juillet 2022, <https://www.tbsnews.net/bangladesh/hindus-attacked-narail-over-facebook-post-459402>

⁴⁹ *Daily Star*, “DSA Case: Poritosh gets 5 years in jail”, 9 février 2023, <https://www.thedailystar.net/news/bangladesh/crime-justice/news/dsa-case-poritosh-gets-5-years-jail-3242776>

⁵⁰ *Daily Star*, “Accused in DSA Case: Teen spends 8 months in solitary confinement”, 8 février 2023, <https://www.thedailystar.net/news/bangladesh/crime-justice/news/accused-dsa-case-teen-spends-8-months-solitary-confinement-3241801>

⁵¹ *Bdnews24*, “Bangladesh sentences man who incited violence in 2021 by placing Quran at puja venue”, 2 mars 2023, <https://bdnews24.com/bangladesh/zeu6gf31sn>

⁵² Un parti politique qui a mobilisé la rébellion des populations autochtones au cours du conflit ayant découlé sur la signature de l’Accord de paix des Chittagong Hill Tracts.

⁵³ Amnesty International, *Bangladesh. Fully implement rights provisions of the Chittagong Hill Tracts Peace Accord*, 11 décembre 2020, <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa13/3407/2020/en/>

⁵⁴ *New Age Bangladesh*, “UN reps seek probe into death of minority leader”, 8 octobre 2022, <https://www.newagebd.net/article/183109/un-reps-seek-probe-into-death-of-minority-leader>

⁵⁵ *New Age Bangladesh*, “Int’l CHT Commission concerned over deployment of APBn in CHT”, 29 mai 2022, <https://www.newagebd.net/article/171841/intl-cht-commission-concerned-over-deployment-of-apbn-in-cht>

⁵⁶ Amnesty International, *Nous sommes à la merci d’un raz de marée. Récits de la crise climatique* (2022), p. 18-26 <https://www.amnesty.org/fr/documents/ior40/6145/2022/fr/>

⁵⁷ Amnesty International, “Bangladesh. Restore and strengthen capacity of community-led schools in Rohingya camps”, 28 avril 2022, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/04/bangladesh-restore-and-strengthen-capacity-of-community-led-schools-in-rohingya-camps/>

⁵⁸ Amnesty International, “Bangladesh. Restore and strengthen capacity of community-led schools in Rohingya camps”, 28 avril 2022, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/04/bangladesh-restore-and-strengthen-capacity-of-community-led-schools-in-rohingya-camps/>

⁵⁹ *Daily Star*, “963 more Rohingyas relocated to Bhasan Char”, 17 octobre 2022, <https://www.thedailystar.net/rohingya-influx/news/963-more-rohingyas-relocated-bhasan-char-3145186>

⁶⁰ *Star Digital Report*, “8 Rohingyas held while trying to flee Bhasan Char”, 15 avril 2022, <https://www.thedailystar.net/rohingya-influx/news/8-rohingyas-held-while-trying-flee-bhasan-char-3005091>